

Intérêt chinois et résistance mongole, les ressources naturelles en Mongolie

Antoine Maire, CERI- Sciences-po

Note d'actualité n°2/8 de l'Observatoire de la Chine, cycle 2015-2016

Juillet 2015

Enclavée entre la Chine et la Russie, peuplée d'un peu plus de trois millions d'habitants répartis sur un territoire grand comme trois fois la France, la Mongolie ne connaît aucun contentieux territorial avec ses voisins. Sur le plan économique, l'ouverture qu'a connue le pays au début des années 1990 s'est accompagnée de la redécouverte de son important potentiel minier qui lui permet aujourd'hui de revendiquer le titre de « coffre-fort géologique » de l'Asie. Idéalement situé aux portes du marché chinois dont la consommation de matières premières ne cesse de progresser, la Mongolie apparaît donc comme un « voisin idéal »¹. Elle offre à la Chine une source de diversification potentielle pour ses importations de matières premières ; les matières premières mongoles sont compétitives et de bonne qualité ; et les risques qui pèsent sur les flux d'approvisionnement sont minimes. Dans ce cadre, la Mongolie apparaît donc comme un candidat parfait pour bénéficier des investissements étrangers que génère la nouvelle politique chinoise dite de « go global » (zouchuqu) qui voit les entreprises chinoises investir de plus en plus à l'étranger, en particulier dans le domaine des matières premières.

L'analyse des statistiques économiques mongoles montre pourtant que, si la Chine constitue à l'évidence le premier partenaire économique du pays, la présence chinoise y reste pour le moment limitée et bien loin des fantasmes et des rumeurs parfois véhiculés. Plus que leur omniprésence, c'est plutôt la relative absence des investissements chinois en Mongolie qui interroge.

Cette faiblesse ne traduit cependant pas un désintérêt des investisseurs chinois pour la Mongolie comme en témoignent les nombreuses tentatives d'acquisitions effectuées par les entreprises chinoises (1). Elle révèle bien plutôt un choix politique des autorités mongoles qui s'explique notamment par leur attachement profond à l'indépendance et par la peur que continue de susciter la Chine au sein de la population comme des décideurs (2). Cet attachement à l'indépendance se traduit concrètement par la mise en place d'une stratégie politique et économique ambitieuse basée sur la diversification des partenaires étrangers du pays. Sa mise en œuvre reste cependant délicate et son bilan apparaît pour le moment mitigé (3). Celle-ci présente néanmoins l'intérêt d'ouvrir des opportunités importantes pour les entreprises françaises en Mongolie.

¹ Antoine Bondaz, 2014, « Mongolie, le voisin idéal ? », Les grands dossiers de diplomatie, n°20, p. 663.



La relative faiblesse de la présence chinoise dans le domaine des investissements

La révolution démocratique de l'hiver 1989/1990 s'est accompagnée pour la Mongolie de la fin des garanties de sécurité que lui offrait l'Union soviétique pendant l'essentiel du vingtième siècle, contre la volonté chinoise de reconquête de cette marge perdue de l'Empire. La transition politique s'accompagna également d'une transition vers l'économie de marché et le capitalisme. Elle provoqua une importante crise économique de près de dix ans qui conduisit à une réorientation des échanges extérieurs du pays. L'économie mongole était fortement intégrée au bloc de l'Est : l'essentiel des échanges étaient effectués avec les pays membres du COMECON et la quasi-totalité des investissements réalisés en Mongolie provenaient des pays « frères ». Après la transition, les agents économiques, nouvellement libres, se tournèrent logiquement vers le centre de gravité économique de la région, la Chine. L'économie mongole est alors passée d'une dépendance soviétique à une dépendance chinoise. Celle-ci est très marquée dans le domaine du commerce extérieur. Ainsi, en 2014, la Chine a représenté 87.8 % des exportations et 33.8 % des importations mongoles².

Dans le domaine des investissements, la situation est plus contrastée. La Chine est souvent présentée comme le premier investisseur en Mongolie, ce qui est vrai sur le nombre d'entreprises étrangères présentes en Mongolie puisque la moitié des entreprises étrangères sont chinoises. Cependant, il s'agit essentiellement de petites entreprises qui opèrent principalement dans le domaine du commerce. Pour ce qui est du stock d'investissements étrangers en Mongolie, la part chinoise ne représente que 26.7 % du total des investissements réalisés entre 1990 et 2013³, soit un peu plus de 3.5 milliards de dollars. La structure de ces investissements reflète celle des investissements étrangers chinois réalisés dans le monde, avec des investissements qui émanent principalement des grandes entreprises publiques et qui se concentrent dans le domaine des matières premières. Cette faiblesse relative se traduit par le fait que les entreprises chinoises ne sont présentes que sur trois des gisements miniers les plus importants de l'économie mongole, souvent en partenariat avec une entreprise mongole⁴.

Cela ne traduit cependant pas un manque d'intérêt de la Chine pour les ressources minières mongoles. Les entreprises chinoises ont en effet tenté de procéder à plusieurs achats d'entreprises minières étrangères qui opèrent dans le secteur minier mongol, sur le modèle de l'acquisition réalisée par Petro China dans le domaine pétrolier en 2005. Les tentatives de rachat de sociétés étrangères qui ont suivi se sont cependant soldées par un échec. Les entreprises chinoises ont systématiquement dû faire face à des décisions politiques qui ont mis à mal ces projets d'investissement alors même qu'ils avaient été acceptés par les sociétés concernées, que ce soit dans

² Office national de la statistique de Mongolie, 2015.

³ Agence pour l'investissement de Mongolie, 2015.

⁴ Cf. annexe.

le domaine du charbon, du cuivre, de l'uranium ou encore du phosphore. Cela explique la présence relativement faible de la Chine au niveau des investissements directs étrangers en Mongolie.



L'élaboration d'une stratégie de sécurité originale

Plusieurs éléments peuvent permettre d'expliquer la sous-représentation chinoise dans le domaine des investissements. Premièrement, la montée en puissance de la Chine et l'histoire des relations entre les deux pays génèrent une forte anxiété au sein de la population mongole. Beaucoup de citoyens considèrent que la Chine n'a pas, malgré les accords signés et les engagements répétés des autorités chinoises, totalement renoncé à la reconquête de cette marche perdue de l'Empire. Différents épisodes réactivent d'ailleurs périodiquement cette peur sous-jacente. Le plus connu est la décision prise par les autorités chinoises en 2002 de fermer la frontière avec la Mongolie pour protester contre la visite du Dalaï Lama dans ce pays. Cette décision a constitué un traumatisme que les Mongols ont gardé en mémoire. La polémique générée par le discours prononcé par le Président chinois devant le Parlement mongol à la fin du mois d'août 2014 a offert un autre exemple des incompréhensions entre les deux Etats. Ce dernier débuta son discours en citant le poème de Natsagdorj, « Mon pays », ce qui a été diversement interprété par les Mongols.

Ce sentiment de peur a des conséquences politiques importantes dans un pays démocratique comme la Mongolie. Les rumeurs qui visent les hommes politiques mongols accusés de travailler pour des intérêts chinois sont nombreuses et fleurissent à chaque campagne électorale, tout comme les accusations portées contre certains hommes politiques qui sont sommés de clarifier leur appartenance ethnique afin de prouver à tous qu'ils ne sont pas d'origine chinoise⁵. Cette pression populaire constitue le second élément qui permet d'expliquer la relative faiblesse de la présence chinoise en Mongolie. Elle se traduit par une pression politique importante qui conduit les autorités mongoles à prendre régulièrement position contre les projets chinois. Cette pression politique s'accroît à la veille de chaque scrutin et explique notamment l'adoption à la veille des élections législatives de 2012 de la loi sur les investissements étrangers dans les secteurs stratégiques. En imposant un contrôle parlementaire sur les investissements étrangers dans les secteurs stratégiques, cette loi visait spécifiquement les investissements chinois. Cette pression populaire pousse les hommes politiques à prendre des positions fortes afin de ne pas entamer leur capital de sympathie au sein de l'électorat.

Le troisième et dernier élément expliquant la faiblesse de l'investissement chinois en Mongolie est lié à la politique

⁵ Le Président actuel, Ts. Elbegdorj, avait notamment été accusé lors de la campagne électorale de 2009 d'avoir un père chinois. Face à ces critiques, il avait dû demander à sa maman de témoigner pour affirmer que son père était bien mongol.

stratégique que cherchent à mettre en œuvre les autorités mongoles depuis 1990. La politique stratégique mongole est connue sous le nom de « politique de troisième voisin ». Elle se résume en trois points : 1) le maintien de bonnes relations avec la Russie, 2) le développement de bonnes relations avec la Chine et 3) le développement de relations privilégiées avec des pays démocratiques et développés, les « troisièmes voisins ». Cette stratégie se traduit sur le plan économique par la mise en place de ce qui est connu sous le nom de stratégie des « trois tiers ». Celle-ci vise à diversifier les investissements étrangers qui viennent s'implanter en Mongolie afin qu'aucun pays ne puisse disposer de plus du tiers du stock d'investissements étrangers en Mongolie. Cet objectif est pour le moment atteint puisque les deux principaux investisseurs en Mongolie sont la Chine et la Russie, chacun disposant d'un peu moins du tiers du stock d'investissements étrangers⁶, le reste étant détenu par les « troisièmes voisins ». La Mongolie craint notamment que la présence d'entreprises chinoises crée un conflit d'intérêt et que le vendeur des produits miniers soit également l'acheteur, ce qui contribuerait à pousser à la baisse le prix auquel le pays peut espérer vendre ses matières premières sur le marché chinois. Cette stratégie cherche également à diversifier les marchés de débouchés qui s'offrent aux produits mongols. Cela doit permettre à la Mongolie de se protéger contre trois types de menaces : une dépendance à un client unique qui affaiblit les entreprises mongoles lorsqu'elles doivent négocier leur prix de vente, une dépendance aux variations des cours des matières premières sur le marché chinois et enfin une dépendance économique qui se traduit par une vulnérabilité stratégique comme les événements de 2002 ont pu le montrer⁷. Très ambitieuse, l'opérationnalisation de cette stratégie pose cependant problème car elle se heurte à des logiques d'acteurs contradictoires.



La difficile opérationnalisation d'une stratégie ambitieuse

La stratégie élaborée par les autorités mongoles s'apparente davantage à une liste d'objectifs et ne dit que peu de choses quant aux conditions offertes et aux mesures prises pour permettre son opérationnalisation. La première difficulté à laquelle font face les autorités mongoles est liée à leur souhait de diversifier les partenaires étrangers impliqués dans le développement, principalement au niveau des investissements étrangers. Afin d'attirer les investisseurs étrangers, en particulier ceux issus des « troisièmes voisins », la Mongolie a adopté en 1997 une loi sur les investissements étrangers très libérale qui limitait sensiblement les possibilités de contrôle offertes aux autorités mongoles. La faille de sécurité posée par ce texte a été mise en évidence en 2005

⁶ Le stock d'investissement réalisé par la Russie en Mongolie n'apparaît pas dans les statistiques officielles car celles-ci ne tiennent pas compte des investissements réalisés avant 1990.

⁷ Pour protester contre la visite du Dalaï Lama en Mongolie, les autorités chinoises avaient pris la décision de fermer pour 72 heures leur frontière avec la Mongolie alors même que l'essentiel des importations mongoles transitent par la Chine.

lorsque l'entreprise américaine SOCO, qui détenait des licences pétrolières dans l'est du pays, prit la décision de revendre l'ensemble de ses actifs à l'entreprise chinoise PetroChina. Cette décision intervint sans que les autorités mongoles n'aient été préalablement consultées. De ce fait, la Chine, par le biais de son entreprise d'État, contrôle aujourd'hui l'intégralité de la production mongole de pétrole (6.9 millions de barils exportés en 2014⁸), un paradoxe pour un pays totalement dépendant des importations de carburants russes. Le problème s'est à nouveau posé en 2012 lorsque Rio Tinto décida de vendre l'une de ses filiales charbonnières, South Gobi Resources, au géant chinois Chalco quelques mois avant les élections législatives. Les autorités mongoles adoptèrent alors à la hâte un texte de loi sur les investissements étrangers dans les secteurs stratégiques qui permettait à l'État de se doter de moyens de contrôle sur ces investissements. L'adoption de ce texte fut très mal perçue par les investisseurs étrangers occidentaux. Face à la contestation et à l'effondrement du flux d'investissements étrangers, les autorités mongoles durent reculer et adoptèrent à l'automne 2013 un nouveau texte qui présentait la particularité de supprimer la distinction entre investisseur domestique et investisseur étranger. Cette dernière affaire permet de mettre en évidence la difficulté de la position mongole. Alors que la mise en place de mesures de contrôle sur les investissements visait à limiter l'entrée des capitaux chinois dans les secteurs stratégiques de l'économie mongole, l'adoption de ces dernières a au contraire conduit à la fuite des capitaux étrangers issus des « troisièmes voisins », aboutissant à un résultat contraire à l'objectif initial du texte.

La deuxième difficulté à laquelle doivent faire face les autorités porte sur la possibilité de diversifier les marchés d'exportations offerts aux produits miniers mongols. La faible présence de la Chine sur les principaux gisements miniers mongols ne constitue pour le moment pas un réel problème puisque l'enclavement de la Mongolie limite ses possibilités d'exportation au seul marché chinois. Face à cette situation, les autorités mongoles ont adopté un nouveau projet ferroviaire à la fin de l'année 2010. La particularité de ce dernier est le fait d'être basé sur un écartement des voies large (standard russe). Il doit relier les principaux gisements miniers situés au sud du pays au réseau ferroviaire du Transsibérien. L'objectif initial de ce projet était d'ouvrir une nouvelle voie d'exportation aux produits miniers mongols par le biais des ports russes de l'Extrême-Orient. Plus de cinq ans après son adoption, le projet n'est toujours pas mis en œuvre. Deux raisons l'expliquent : son coût, estimé à plus de six milliards de dollars, mais aussi l'absence de rentabilité économique du projet particulièrement frappante dans un contexte marqué par un affaissement des cours des matières premières. Après plusieurs mois de négociations, les autorités mongoles ont finalement adopté à la fin de l'année 2014 une nouvelle résolution parlementaire qui maintient le schéma général entériné en 2010 mais qui fait le choix d'un double standard pour l'écartement des voies : russe pour la ligne qui sera connectée au réseau du Transsibérien, et chinois pour celles qui seront reliées au réseau ferroviaire chinois. Les autorités mongoles continuent de mener des négociations difficiles avec leurs deux voisins afin d'obtenir des accords de transit indispensables à la mise en œuvre de ce projet. Des négociations sont également menées

⁸ Office national de la statistique de Mongolie, 2015.

avec la République Populaire et Démocratique de Corée (RPDC) pour l'utilisation d'une partie du port de Rason.

La dernière difficulté à laquelle doit faire face la Mongolie est de nature politique. Le système politique mongol a progressivement évolué vers un régime parlementaire. Cette caractéristique fait qu'aucun projet important ne peut être mis en œuvre sans l'accord du Parlement. Dans ce cadre, la signature de chaque accord majeur conduit à d'intenses débats parlementaires et à une très forte politisation autour de la question. Les débats autour des accords d'investissement conclus pour la mise en exploitation du gisement d'Oyu Tolgoi ou plus récemment le débat sur l'accord d'investissement conclu pour la mise en œuvre de l'accord de Tavan Tolgoi en offrent des exemples éclatants. Deux conséquences peuvent être identifiées : premièrement l'instabilité politique et la force du Parlement conduisent à des débats incessants et une remise en cause perpétuelle des accords signés. Cet élément crée une incertitude qui est relativement mal perçue par les investisseurs. Le second élément porte sur les conséquences décisionnelles de ce système politique complexe. Toute prise de décision stratégique concernant l'avenir du pays apparaît difficile et ne peut avoir lieu que si un consensus général parvient à se dégager. Faute de consensus, le processus décisionnel est bloqué. Les débats actuels autour du gisement de Tavan Tolgoi en offrent un bon exemple.

Ces trois difficultés permettent de mettre en lumière la complexité de la position mongole. La présence de la Chine aux portes de la Mongolie fait que toute concordance entre la rationalité stratégique et la rationalité économique apparaît difficile. Les autorités mongoles doivent donc tenter de créer un cadre général qui permette à ces deux logiques de cohabiter sans pour autant se contredire. La question de la nature du régime politique mongol est également primordiale. La vitalité de la démocratie mongole, si elle peut parfois inhiber le processus décisionnel, est aussi une garantie et un moyen de protection dont l'efficacité ne doit pas être sous-estimée.



La révolution démocratique mongole a eu des conséquences majeures en redéfinissant profondément l'équation stratégique que doivent résoudre les autorités mongoles. La Chine y occupe une position centrale. Cette nouvelle configuration stratégique a poussé les autorités mongoles à développer une stratégie de sécurité innovante basée sur les ressources de leurs pays. Ces dernières permettent à la Mongolie d'attirer des investisseurs étrangers, particulièrement ceux de pays que la Mongolie considère comme étant ses « troisièmes voisins ». Ces investissements sont autant d'alternatives aux investissements chinois.

Cette ambition stratégique mongole s'est traduite par des difficultés importantes pour les entreprises chinoises qui ont souhaité s'implanter directement sur le marché mongol. Les cas sont nombreux (Tavan Tolgoi, Turmurtei, South

Gobi Resources, Khan Resources) où celles-ci ont dû faire face à une décision politique qui a conduit à l'annulation de leur projet d'investissement. Alors que les investissements réalisés par la Chine à l'étranger s'effectuent principalement dans le secteur des ressources naturelles, la Mongolie, du fait de l'abondance de ces réserves minérales et de sa proximité géographique, devrait être un candidat idéal pour attirer ces investissements. L'existence de cette stratégie singulière combinée à la pression d'une opinion publique très méfiante à l'égard de la Chine expliquent ce paradoxe et la relative faiblesse de la présence chinoise dans le secteur minier mongol. Cette faiblesse est cependant contrebalancée par la dépendance au marché chinois à laquelle est actuellement confrontée la Mongolie. Elle a également conduit les entreprises chinoises à modifier leur approche à l'égard de la Mongolie en favorisant plutôt le développement de partenariats avec des grands groupes mongols, à l'image de la récente tentative de Shenhua de s'impliquer dans le développement du gisement de charbon géant de Tavan Tolgoi.

Ces tensions économiques ne remettent pour le moment pas en cause la bonne relation qui s'est progressivement développée depuis 1990 entre la Chine et la Mongolie. Les autorités chinoises tentent d'ailleurs d'améliorer l'image de leur pays en Mongolie en développant des programmes culturels mais aussi en finançant certains projets de développement grâce à des prêts à taux bonifiés. Cela contribue à une amélioration tendancielle de l'image de la Chine en Mongolie qui, si elle reste relativement mauvaise, s'est cependant améliorée de manière continue au cours des dernières années. Cette évolution n'est pas sans provoquer de réaction de la Russie qui entend préserver sa position dans un pays qui fut pendant longtemps un satellite de l'Union soviétique. La visite du Président russe en Mongolie au début du mois de septembre 2014, en réponse à celle effectuée par le Président chinois quelques jours plutôt, en témoigne. Cette ambition russe se heurte cependant pour le moment à la faiblesse des moyens que le pays injecte en Mongolie comme l'illustre l'absence d'investissement significatif depuis la fin des années 1980.

La stratégie mongole présente néanmoins l'intérêt d'ouvrir des perspectives d'investissements pour les entreprises issues des « troisièmes voisins » de la Mongolie. Les autorités mongoles rappellent régulièrement qu'elles considèrent la France comme l'un de leurs « troisièmes voisins ». Dans ce cadre, la France occupe une place centrale, bien que méconnue. Si le secteur minier se trouve au cœur de la nouvelle stratégie de sécurité mise en place par les autorités mongoles, l'uranium y occupe une place particulière. La gestion de ce minerai n'est pas régie par le code minier de 2006 mais par la loi sur l'énergie nucléaire adoptée par le Parlement mongol à la fin de l'année 2009. La particularité de ce texte est de faire de l'uranium un minerai stratégique par lui-même. L'ensemble des gisements uranifères du pays sont donc considérés comme stratégiques par les autorités mongoles. Deux raisons l'expliquent : le caractère stratégique de l'uranium et le rôle que les autorités mongoles entendent lui faire jouer dans leur politique stratégique.

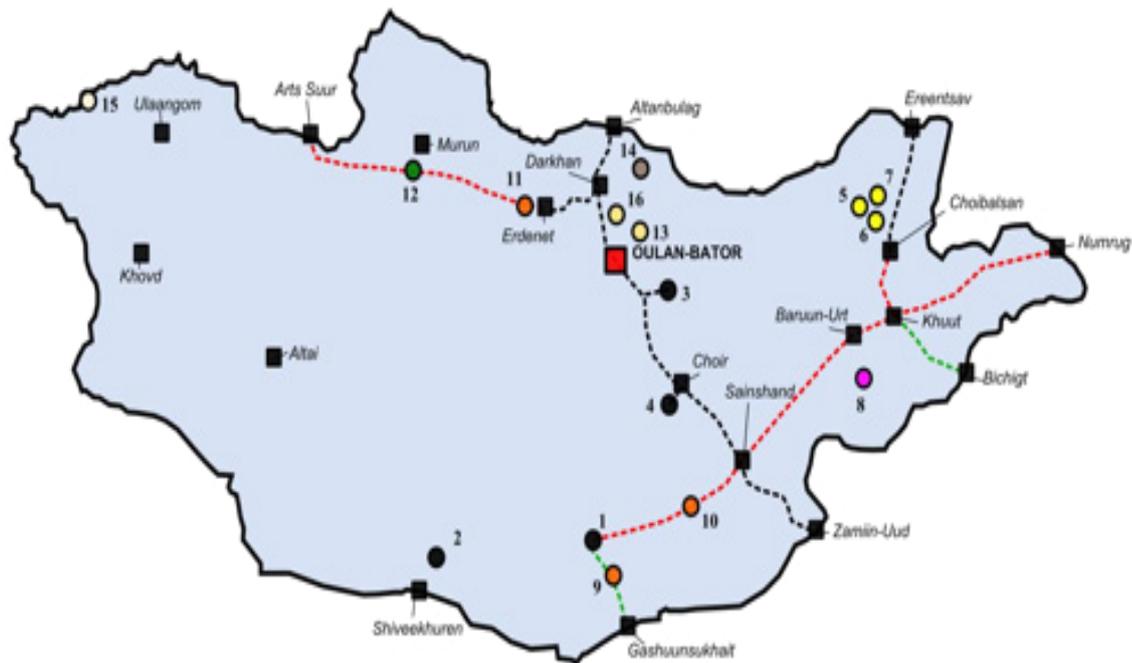
La France est représentée dans ce secteur sensible par le biais de l'entreprise AREVA et occupe, par cet intermédiaire, une place singulière dans la stratégie de sécurité élaborée par les autorités mongoles. Le projet déployé par AREVA en

Mongolie présente plusieurs avantages pour les autorités mongoles. Premièrement, il est développé conjointement avec l'entreprise Mitsubishi, alors que le Japon est le « troisième voisin » avec lequel la Mongolie dispose des relations les plus approfondies. Deuxièmement, AREVA est détenu majoritairement par l'État français, ce qui garantit que la prise de décision au sein du groupe ne s'opère pas uniquement à l'aune de critères économiques mais intègre également une dimension politique. Cette caractéristique est une garantie qui doit permettre à la Mongolie de se prémunir contre une nouvelle affaire SOCO ou une autre affaire Khan Resources⁹ dans le domaine de l'uranium. Troisièmement, ce lien tissé avec une entreprise française dans un secteur stratégique offre à la Mongolie la garantie d'un dialogue de haut niveau continu avec la France, un pays détenteur de l'arme atomique et surtout membre permanent du Conseil de sécurité des Nations Unies. L'importance de ce dernier point ne doit pas être sous-estimée alors qu'apparaître dans l'agenda diplomatique d'une grande puissance constitue souvent un défi pour un « petit pays ».



⁹Au début de l'année 2010, la junior canadienne Khan Resources avait décidé de vendre ses actifs en Mongolie à l'entreprise d'Etat chinoise CNNC. Cette décision avait conduit les autorités mongoles à annuler les licences détenues par l'entreprise. Suite à cette affaire, la Mongolie a été condamnée par un tribunal arbitral international à verser 100 millions de dollars à cette junior canadienne pour expropriation.

ANNEXE



Chemin de fer :

- - - - Lignes existantes (standard russe)
- - - - Projet ferroviaire, octobre 2014 (standard russe)
- - - - Projet ferroviaire, octobre 2014 (standard chinois)
- - Capitale
- - Villes

Gisements miniers mongols d'importance stratégique :

- | | |
|--------------------------------|--|
| ● 1 - Tavan Tolgoi (Charbon) | ● 9 - Oyu Tolgoi (Cuivre, Or) |
| ● 2 - Nariin Sukhait (Charbon) | ● 10 - Tsagaan Suvarga (Cuivre, Molybdène) |
| ● 3 - Baganuur (Charbon) | ● 11 - Erdenet (Cuivre, Molybdène) |
| ● 4 - Shivee Ovoo (Charbon) | ● 12 - Burenkhaan (Phosphore) |
| ● 5 - Mardai (Uranium) | ● 13 - Boroo (Or) |
| ● 6 - Domod (Uranium) | ● 14 - Tomortei novoo (Zinc) |
| ● 7 - Gurvanbulag (Uranium) | ● 15 - Asgat (Argent) |
| ● 8 - Tomortei (Fer) | ● 16 - Gatsuurt (Or) |

Cartographie : Antoine Maire

Numéro	Nom du gisement	Propriétaire	Ressources
<i>Gisements miniers mongols d'importance stratégique</i>			
1	Tavan Tolgoi	Erdenes Tavan Tolgoi (Mongolie 100 %)	1.4 milliards de tonnes de charbon coke, 4.6 milliards de tonnes de charbon thermique
2	Nariin ukhait	MAK-Qinghua (Mongolie 50 %, Chine 50 %)	126 millions de tonnes de charbon
3	Baganuur	Baganuur (Mongolie 75 %)	600 millions de tonnes de charbon
4	Shivee Ovoo	Shivee Ovoo (Mongolie 90 %)	646 millions de tonnes de charbon
5	Mardai	Adamas Mining (Mongolie 100 %)	1 104 tonnes d'uranium
6	Domod	Dornod Uranium (Mongolie 51 %, Russie 49 %)	28 868 tonnes d'uranium
7	Gurvanbulag	Emeelt Mines (Chine 100 %)	16 073 tonnes d'uranium
8	Tomortei	Darkhan Tumurlugiin Uildver (Mongolie 100 %)	229 millions de tonnes de fer
9	Oyu Tolgoi	Oyu Tolgoi (Mongolie 34 %, Turquoise Hill Resources 66 %)	
10	Tsagaan Suvarga	MAK (Mongolie 100 %)	10.6 millions de tonnes de cuivre
11	Erdenet	Erdenet Mining Corporation (Mongolie 51 %, Russie 49 %)	
12	Burenkhaan	Topryonrentso (Mongolie 100 %)	129 millions de tonnes de phosphore
13	Boroo	Centerra Gold (Canada 100%)	70 tonnes d'or
14	Tomortei Ovoo	Tsairt Mineral (Mongolie 50 %, Chine 50 %)	
15	Asgat	Mongolrostsvetmet (Mongolie 51 %, Russie 49%)	
16	Gatsuurt	Centerra Gold (Canada 100 %)	50 tonnes d'or
<i>Gisements uranifères d'AREVA en Mongolie</i>			
1	Zoovch Ovoo	AREVA Mongol (France 64 %, Japon 34 %) et MonAtom (Mongolie 100 %)	54 639 tonnes d'uranium
2	Dulaan Uul	AREVA Mongol (France 64 %, Japon 34 %) et MonAtom (Mongolie 100 %)	9 888 tonnes d'uranium